



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 19 au 23 janvier 2026

English summary

Sub-Saharan Africa

- Sub-Saharan Africa's growth is expected to accelerate to 4.6% in 2026–2027, driven by structural reforms and macroeconomic stabilization in countries like Nigeria, while South Africa lags at around 1.4–1.5% due to structural bottlenecks; high public debt may tighten financial conditions.
- Chinese loans to Africa fell sharply to \$2.1B in 2024 as Beijing shifts from large dollar-denominated infrastructure projects to smaller, RMB-based, commercially viable loans and FDI, reducing debt risks.

South Africa

- South Africa showcased industrial and energy reforms at the WEF 2026, highlighting electricity stabilization, structural reforms, and a green, digital, and regionally integrated industrial strategy
- ArcelorMittal South Africa and IDC resumed talks to acquire local steel plants after closures, seeking a sustainable solution for jobs and national industry.
- Mining and manufacturing declined in November 2025, while retail sales grew 3.5%; inflation rose slightly to 3.6% in December, mainly due to housing, food, and services.

Angola

- Angola competes with other countries and investors for De Beers' 85% stake, favoring shared African ownership while avoiding public financing.

- Opaia Motors opened Angola's first vehicle assembly plant, aiming to reduce imports, create 3,500 jobs, and eventually produce EVs for the regional market.
- Angola's international reserves reached \$15.9B by end-2025, with credit to the real economy up 22.6%; the central bank cut rates to support stability and lending.

Botswana

- Inflation rose slightly to 3.9% in December 2025, driven by transport, food, and services, remaining within the Bank of Botswana's 3–6% target range.
- Botswana faces a fiscal squeeze as diamond prices collapse, production falls 43%, revenues drop sharply, and the budget deficit widens to 10.1% of GDP.

Mozambique

- Mozambique's annual inflation dropped to 3.2% in December, mainly due to lower food and restaurant prices, staying well below the 5% target.
- The Bank of Mozambique now requires prior approval and quarterly reporting for residents' foreign accounts to manage currency outflows.
- Mozambique's Sovereign Fund grew 5.9% from December 2025, supported by gas revenues and investment returns, aiming to stabilize the budget and support economic development.
- The purchasing managers' index hit a ten-month high, reflecting steady production growth, rising new orders, and the fastest employment growth since April 2023.
- Mozambique passed a set of tax reforms complementing the 2026 budget, covering duties, VAT, income taxes, and small taxpayer schemes.
- The Institute of Cereals (ICM) became the sole importer of key grains, aiming to stabilize domestic prices and reduce illegal currency outflows.

Namibia

- TotalEnergies' Project Venus could contribute 11–16% of GDP and create ~7,000 jobs, though reliance on oil risks future economic volatility.
- Echo Namibia received approval to deploy OneWeb satellite broadband, providing reliable high-speed connectivity for businesses.

Le chiffre à retenir

4,6 %

La croissance en Afrique subsaharienne devrait s'accélérer pour atteindre +4,6 % en 2026 et 2027

A LA UNE – Afrique australe

Perspectives du FMI : l'Afrique subsaharienne en phase d'accélération malgré l'inertie sud-africaine

La croissance en Afrique subsaharienne devrait s'accélérer pour atteindre +4,6 % en 2026 et 2027, contre +4,4 % en 2025. Cette dynamique repose sur la mise en œuvre de réformes structurelles et sur la stabilisation macroéconomique de pays moteurs comme le Nigeria (+4,4 % en 2026).

À l'inverse, l'Afrique du Sud reste freinée par des goulots d'étranglement structurels, limitant la progression de son économie à +1,4 % en 2026 puis +1,5 % en 2027. Ce contraste régional s'inscrit dans un contexte mondial stabilisé à +3,3 % en 2026, où les investissements dans l'intelligence artificielle compensent les tensions commerciales. Toutefois, le FMI prévient que les dettes publiques élevées pourraient durcir les conditions financières.

Sommaire :

Afrique australe

- Recul marqué des prêts chinois et virage stratégique vers le yuan en 2024

Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud valorise sa stratégie industrielle et énergétique au forum de Davos 2026
- Arcelor Mittal South Africa (AMSA) et IDC relancent les discussions sur l'acquisition des aciéries sud-africaines
- La production minière diminue de 2,7 % en novembre 2025, tandis que la production manufacturière recule de 1,0 % et les ventes au détail progressent de 3,5 %
- L'inflation progresse légèrement en décembre 2025

Angola

- De grands groupes économiques rivalisent avec l'Angola pour une participation dans De Beers
- Le groupe angolais Opaia lance la seule usine d'assemblage de voitures en Angola
- Les réserves internationales de l'Angola s'élèvent à 15,9 Mds USD à fin 2025

Botswana

- Une légère accélération de l'inflation en décembre 2025
- L'étau budgétaire se resserre face à l'absence de reprise du marché du diamant

Mozambique

- Une inflation réduite à +3,2 % en fin d'année 2025
- La Banque centrale renforce le suivi des contraintes pesant sur l'ouverture et la gestion de comptes à l'étranger par les résidents.
- Le solde du Fonds souverain du Mozambique augmente pour atteindre 116,4 MUSD
- 50,9 points en décembre : le PMI à son plus haut depuis 10 mois
- Promulgation d'un paquet fiscal en complément de la loi de Finances pour 2026
- Monopole d'Etat sur les importations de céréales

Namibie

- Projet Venus : un impact économique majeur pour la Namibie
- La CRAN autorise Echo Namibia à déployer le service OneWeb

Afrique australe

Recul marqué des prêts chinois et virage stratégique vers le yuan en 2024

Les prêts chinois à l'Afrique ont atteint 2,1 Md USD en 2024, selon les données du *Global Development Policy Center* de l'université de Boston, soit un montant près de deux fois inférieur à celui de l'année précédente, et très en-deçà du pic de 28,8 Md USD atteint en 2016. Il s'agit de la première baisse annuelle depuis la pandémie de Covid-19. Ce repli traduit un changement structurel de la stratégie chinoise sur le continent : Pékin s'éloigne des méga-projets d'infrastructures libellés en dollars (routes, chemins de fer) au profit de financements plus ciblés, de taille réduite et commercialement viables. La Chine privilégie désormais les prêts en RMB, le financement des PME via les banques locales africaines, ainsi que les investissements directs étrangers (IDE) plutôt que les prêts souverains classiques. Ce recentrage intervient après les pertes subies par Pékin à la suite des défauts de paiement de la Zambie, du Ghana et de l'Éthiopie. Les financements supérieurs à 1 Md USD deviennent plus rares, au profit de mécanismes visant à réduire le risque d'endettement.

Dans l'ensemble, ces évolutions confirment l'entrée dans une nouvelle phase plus prudente et sélective de l'engagement financier chinois en Afrique, fondée sur des instruments de marché, une exposition au risque plus maîtrisée et une recherche accrue de soutenabilité.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud valorise sa stratégie industrielle et énergétique au forum de Davos 2026

L'Afrique du Sud a participé à la réunion annuelle du Forum économique mondial 2026 à Davos avec une délégation gouvernementale conduite par le Ministre des Finances, Enoch Godongwana. La délégation comprenait également Ronald Lamola (Relations internationales), Kgosientsho Ramokgopa (Électricité et énergie), Parks Tau (Commerce, industrie et concurrence), Patricia de Lille (Tourisme) et Stella Ndabeni-Abrahams (Développement des petites entreprises).

La participation sud-africaine visait à présenter les réformes économiques en cours et à renforcer la confiance des investisseurs. La délégation a mis en avant la stabilisation du secteur de l'électricité, l'amélioration du cadre macroéconomique, la sortie de la liste grise du GAFI et les avancées en matière de réformes structurelles dans les infrastructures, la logistique et l'économie numérique.

Dans ce cadre, le Ministre Parks Tau a présenté une stratégie industrielle alignée sur une transition énergétique juste, fondée sur la décarbonation, la diversification productive et la numérisation. Cette stratégie privilégie le développement de chaînes de valeur locales autour des minéraux critiques, l'attraction d'investissements productifs et une meilleure intégration régionale, notamment dans le cadre de la ZLECAf. Il a pu échanger avec la Ministre du Développement Digital et de l'Information de Singapour, Josephine Tao, le sénateur américain Chris Coons, ainsi que le secrétaire général adjoint de l'ONU, Tshilidzi Marwala.

Arcelor Mittal South Africa (AMSA) et IDC relancent les discussions sur l'acquisition des aciéries sud-africaines

ArcelorMittal South Africa (AMSA) et la Industrial Development Corporation (IDC) ont repris des discussions sur une acquisition potentielle des activités sidérurgiques sud-africaines, après que des négociations antérieures n'aient pas abouti à un accord. L'IDC prévoit de soumettre une offre non contraignante pour l'ensemble de l'opération, dans un contexte où AMSA avait précédemment rejeté une proposition informelle de l'IDC d'environ 8,5 Mds ZAR (environ 450 M EUR).

Les pourparlers entre ArcelorMittal, l'IDC et le Department of Trade, Industry and Competition (DTIC) ont commencé en novembre 2023 après l'annonce par AMSA de la fermeture de ses deux aciéries basées à Newcastle (KwaZulu-Natal) et Vereeniging (Gauteng). Depuis lors, ces deux sites ont été fermés et une partie des installations est en maintenance, tandis qu'une aciérie à Vanderbijlpark, au sud de Johannesburg, reste opérationnelle. L'impact de cette décision a entraîné la suppression de près de 3 500 emplois directs et jusqu'à 80 000 emplois sur la chaîne de valeur.

L'IDC, qui détient une participation d'environ 8 % dans AMSA, poursuit les discussions pour trouver une solution jugée soutenable pour le secteur industriel national. Le groupe AMSA n'a pas fait de commentaire public, et les discussions demeurent préliminaires et subordonnées à des accords définitifs ultérieurs.

La production minière diminue de 2,7 % en novembre 2025, tandis que la production manufacturière recule de 1,0 % et les ventes au détail progressent de 3,5 %

Selon l'Agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a diminué de 1,0 % sur un an en novembre

2025. Les principales contributions négatives sont venues des secteurs du « bois et produits dérivés, papier, édition et imprimerie » (-7,9 %, soit -0,8 point), de la « sidérurgie, des métaux non ferreux, des produits métalliques et de la machinerie » (-2,5 %, soit -0,6 point), ainsi que de « l'industrie automobile et équipements de transport » (-4,4 %, soit -0,4 point). À l'inverse, le secteur des « produits pétroliers, chimiques, caoutchouc et plastique » a fortement progressé (+5,5 %, soit +1,1 point). La production minière a également diminué en novembre 2025 (-2,7% sur un an), principalement sous l'effet du charbon (-7,9 %, soit -2,1 points), du minerai de fer (-7,6 %, soit -1,1 point), des métaux du groupe platinoïde (-2,8 %, soit -0,8 point) et de l'or (-6,0 %, soit -0,5 point). Le manganèse (+17,0 %, soit +1,1 point) a été le principal contributeur positif. Les ventes au détail, mesurées en termes réels (prix constants 2019), ont en revanche progressé de 3,5 % sur un an en novembre 2025. Les principaux contributeurs positifs ont été les « détaillants généraux » (+2,2 %, soit +1,0 point), les « autres détaillants » (+8,0 %, soit +0,8 point) et les détaillants de « produits pharmaceutiques, cosmétiques et articles d'hygiène » (+10,1 %, soit +0,6 point).

L'inflation progresse légèrement en décembre 2025

Selon l'organisme sud-africain de statistiques (Stats SA), l'inflation annuelle s'est établie à +3,6 % sur les douze derniers mois, en légère hausse par rapport à novembre 2025 (+3,5 %). Sur un mois, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,2 % en décembre.

Cette hausse modérée de l'inflation s'explique principalement par la hausse des prix des postes « logement et services collectifs » (+4,9 %, soit une contribution de +1,2 point de pourcentage à l'inflation totale), « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,4 %, soit +0,8 point),

et « services d'assurance et financiers » (+7,0 %, soit +0,7 point).

La hausse des prix des biens s'établit à +3,0 % sur un an, contre +4,2 % pour les services, traduisant une pression plus marquée sur les coûts liés aux services. Dans le détail, la hausse des prix de l'électricité, de la viande et des loyers continue de peser sur le panier de consommation.

Angola

De grands groupes économiques rivalisent avec l'Angola pour une participation dans De Beers

Plusieurs groupes privés internationaux ont rejoint l'Angola, le Botswana et la Namibie dans la course au rachat des 85 % du capital de De Beers détenus par Anglo American, évalués à environ 5 Mds USD.

Le Botswana, déjà actionnaire à 15 %, revendique un droit de premier refus et considère le contrôle de De Beers comme un enjeu de souveraineté économique.

Côté angolais, la société publique Endiama a déposé une offre, mais le gouvernement privilégierait désormais une participation partagée entre l'Angola, le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud, afin de renforcer l'influence africaine, tout en maintenant le statut d'entreprise mondiale privée de De Beers. Aucune discussion formelle entre Etats n'est toutefois confirmée à ce stade, et l'État angolais exclut un financement *via* le budget public dans le cas où Endiama confirmerait son investissement.

Selon *Reuters*, la concurrence serait forte, des groupes indiens (dont le milliardaire Anil Agarwal, influent dans le secteur des minerais et hydrocarbures) et des fonds qataris étant potentiellement intéressés, dans un contexte où De Beers renforce sa présence en Inde, marché appelé à doubler

sa demande de diamants naturels d'ici 2030.

Le groupe angolais Opaia lance la seule usine d'assemblage de voitures en Angola

Le groupe angolais Opaia a lancé « Opaia Motors », première usine d'assemblage automobile opérationnelle en Angola, marquant une étape majeure pour le développement industriel du pays. Implantée dans la Zone Économique Spéciale de Luanda, l'usine dispose d'une capacité annuelle d'assemblage de 22 000 véhicules légers et 1 000 autobus. Opaia importera des pièces de véhicules en marque blanche pour l'assemblage puis les vendra sous la marque Opaia Motors. Les éléments pour les bus seront fournis par Volvo et importés de Suède, tandis que ceux pour les véhicules particuliers seront importés de Chine, où Opaia Motors entretient des partenariats avec Chery et Dongfeng Motor. Le projet, soutenu par les autorités angolaises et des partenaires internationaux, vise à réduire la dépendance aux importations, créer des emplois, et favoriser le transfert de technologies. Opaia Motors emploie déjà plus de 1 500 jeunes Angolais et ambitionne d'atteindre 3 500 emplois directs à terme. Ce projet industriel contribue à la diversification économique, au développement durable et prévoit, à terme, la production de véhicules électriques adaptés au marché angolais et régional.

Les réserves internationales de l'Angola s'élèvent à 15,9 Mds USD à fin 2025

Les réserves internationales nettes (RIN) de l'Angola devraient atteindre 15,9 Mds USD à fin 2025, soit l'équivalent de 7,6 mois d'importations de biens et services, a annoncé le gouverneur de la Banque nationale d'Angola (BNA), Manuel Tiago Dias. Ces réserves, en augmentation par rapport à 2024, sont considérées comme

un indicateur clé de la viabilité externe de l'économie.

Par ailleurs, le crédit à l'économie réelle a progressé de 22,6 % en 2025, soit environ 1 400 Mds AOA (1,53 Md USD). Bien qu'inférieure à celle de 2024, cette progression est jugée encourageante et contribue au développement de secteurs clés tels que l'agriculture, la pêche, l'élevage et l'industrie manufacturière. La BNA reconnaît toutefois que les ratios de crédit par rapport au PIB demeurent faibles, malgré le dynamisme croissant des banques commerciales.

En matière de politique monétaire, pour rappel, le Comité de politique monétaire de la BNA a décidé, lors de sa réunion de décembre 2025, de réduire le taux directeur de 18,5 % à 17,5 %, tout en maintenant le taux de la facilité permanente d'absorption de liquidités à 16,5 %. Cette décision est la conséquence de la décélération de l'inflation, qui s'est établie à 0,95 % pour le mois de décembre, et vise à favoriser une baisse progressive des taux de crédit, une plus grande stabilité économique et un meilleur accès au financement pour les agents économiques.

Botswana

Une légère accélération de l'inflation en décembre 2025

Selon *Statistics Botswana*, l'inflation annuelle s'est établie à 3,9 % au mois de décembre, en légère hausse par rapport à novembre 2025 (+0,1 point). Sur un mois, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,2 % en décembre 2025.

Cette évolution de l'inflation résulte principalement de l'augmentation de trois postes majeurs : les « transports » (contribuant à la hausse totale des prix à hauteur de 1,6 point de pourcentage) ; les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (contribution de +0,8 point) ; et les « biens et services divers »

(+0,9 point). Les prix du poste « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » ont en revanche diminué (contribution de -0,5 point à la hausse globale des prix).

Cette légère accélération de l'inflation intervient dans un contexte de pression modérée sur les prix, marqué par une hausse contenue des biens échangeables et une progression plus soutenue des prix liés aux transports et aux services. L'inflation demeure néanmoins dans la fourchette cible de la *Bank of Botswana* (3–6 %), traduisant un environnement inflationniste globalement maîtrisé.

Dans ce contexte, la stabilité relative de l'inflation ne devrait pas entraîner de modification immédiate de l'orientation de la politique monétaire de la *Bank of Botswana*.

Botswana : l'étau budgétaire se resserre face à l'absence de reprise du marché du diamant

La chute des cours du diamant enclenchée en 2022 a des conséquences visibles sur sa situation budgétaire. Alors que les stocks de diamants du Botswana ont atteint 12 millions de carats, soit près du double du plafond habituel fixé par le gouvernement à 6,5 millions de carats, et que la production nationale a chuté de 43 % au deuxième trimestre 2025, les perspectives du secteur restent négatives. Dans ce contexte, le gouvernement alerte sur une baisse drastique des revenus miniers pour l'exercice 2025/2026, désormais estimés à 10,3 Mds BWP, contre une moyenne historique de 25,3 Mds BWP. Cette chute reflète l'effondrement des prix du brut, projetés à 99,3 USD le carat fin 2025. Le pays subit la concurrence des diamants de synthèse, passés de 1 % à 20 % du marché en dix ans, et une demande mondiale atone.

Avec une prévision de croissance négative (-0,9 %) pour l'année 2025 et un déficit public attendu à 10,1 % du PIB, la marge de

manœuvre s'amenuise. Les réserves de l'État, tombées à 18 % du PIB en juillet 2025, ne suffisent plus à couvrir les chocs, et une accélération de l'endettement public est attendue.

Mozambique

Une inflation réduite à +3,2 % en fin d'année 2025

Selon les données de l'Institut national de la statistique (INE), l'inflation annuelle mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) a ralenti à 3,2 % en décembre, contre 4,4% en novembre, un niveau nettement inférieur à l'objectif implicite de 5 % fixé pour l'année 2025. Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, ainsi que les repas complets et les boissons servis dans les restaurants, ont été les composantes ayant le plus contribué à la décélération de l'inflation.

La Banque centrale renforce le suivi des contraintes pesant sur l'ouverture et la gestion de comptes à l'étranger par les résidents.

Alors que le marché des changes continue à subir un déséquilibre croissant, la Banque du Mozambique se lance dans une campagne de régularisation des comptes détenus par les résidents à l'étranger. L'ouverture d'un compte bancaire à l'étranger par des résidents est soumise à l'autorisation préalable de la Banque centrale, et une fois le compte ouvert, le titulaire doit communiquer à la Banque du Mozambique des relevés trimestriels. Tous les comptes ouverts sans autorisation préalable de la Banque centrale doivent être régularisés.

Dans des publications séparées au cours des dernières semaines, la Banque a formulé plusieurs rappels, notamment concernant l'obligation d'effectuer les paiements et encaissements à l'étranger par l'intermédiaire du système bancaire national, le devoir de déclaration des actifs

détenus à l'étranger — y compris les comptes bancaires et les actifs d'une valeur égale ou supérieure à 250 000 USD — ainsi que l'interdiction d'effectuer des paiements au moyen de cartes de débit à des fins commerciales.

Le solde du Fonds souverain du Mozambique augmente pour atteindre 116,4 MUSD

Le 7 janvier, la Banque du Mozambique a annoncé que le solde du Fonds souverain du Mozambique avait atteint 116,4 MUSD, soit une augmentation de 5,9 % par rapport à l'allocation initiale de 109,9 MUSD effectuée le 10 décembre 2025.

Ces recettes additionnelles proviennent des revenus issus de l'exploitation du gaz naturel dans les zones 1 et 4 du bassin du Rovuma, ainsi que des rendements des investissements réalisés, comparativement au capital initial.

Institué en 2024 par la loi n° 1/2024, le Fonds souverain du Mozambique (FSM) a pour principaux objectifs de soutenir le développement économique du pays, d'accumuler l'épargne provenant des ressources pétrolières et gazières et de stabiliser le Budget de l'État en cas de volatilité des recettes pétrolières. Son existence et son bon fonctionnement font partie intégrante du programme d'assistance de la Banque mondiale, ainsi que des discussions en cours avec le FMI en vue de la conclusion d'un nouveau programme de financement.

50,9 points en décembre : le PMI à son plus haut depuis 10 mois

L'indice PMI (*Purchasing Manager's Index*) a atteint son niveau le plus élevé en dix mois au mois de décembre, à 50,9 points, enregistrant une progression modeste (+0,1 point) par rapport au mois précédent. Cet indicateur, qui mesure la santé économique et la confiance des entreprises dans les secteurs manufacturiers et des services, se maintient ainsi en territoire

positif, légèrement au-dessus du seuil de 50 points. La croissance de l'emploi a en particulier enregistré sa croissance la plus rapide depuis avril 2023. Elle a concerné tous les principaux secteurs, en réponse à l'augmentation de la demande. La progression des nouvelles commandes,

observée depuis octobre, a quant à elle permis une augmentation de la production, en croissance continue depuis juillet.

Promulgation d'un paquet fiscal en complément de la loi de Finances pour 2026

Un ensemble de lois constituant le paquet de réformes fiscales a été publié fin 2025 en complément de la Loi de finances, concrétisant une partie des engagements pris dans le discours d'investiture du Président Chapo en janvier 2025.

Il s'agit notamment de : la loi modifiant les droits de douane et ses instructions préliminaires ; la loi modifiant le Code de l'impôt sur la consommation spécifique (ICE) ; la loi modifiant l'impôt simplifié pour les petits contribuables ; la loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ; la loi modifiant le Code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) ; ainsi que la loi modifiant le Code de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRPM).

Monopole d'Etat sur les importations de céréales

L'Institut des Céréales du Mozambique (ICM) vient d'être désigné comme seule entité autorisée à importer des céréales, principalement le riz et le blé. La création de ce nouveau monopole d'Etat vise officiellement à freiner les sorties illégales de devises, à garantir l'approvisionnement du marché et à stabiliser les prix intérieurs. En vertu de ce décret, les entreprises qui importaient auparavant ces produits devront désormais les acheter localement auprès de l'Institut.

Namibie

Projet Venus : un impact économique majeur pour la Namibie

Le rapport d'impact social et environnemental du projet Venus de TotalEnergies, réalisé par SLR Consulting et publié le 19 janvier, a été bien accueilli par la presse. Il met en avant l'effet sur l'emploi, avec environ 7 000 postes créés sur la durée du projet, dont 600 directs, principalement occupés par des travailleurs étrangers, les Namibiens bénéficiant surtout des emplois indirects. Les régions d'Erongo et de Karas devraient profiter des retombées, notamment dans la construction, le transport et la logistique.

Le rapport souligne également l'impact macroéconomique, estimant que le projet pourrait contribuer entre 11 % et 16 % du PIB pendant les années de production, mais avertit d'une dépendance excessive, avec un recul possible du PIB de 3 % par an à partir de 2031. Les retombées financières pour l'Etat via Namcor (10 % du projet) et les taxes à l'exportation sont prévues, représentant entre 7,9 % et 14,2 % des revenus publics sur 25 ans, selon les cours du pétrole.

La CRAN autorise Echo Namibia à déployer le service OneWeb

Echo Namibia a obtenu l'approbation de la CRAN pour déployer OneWeb, opéré par Eutelsat. Ce service, jugé plus fiable et mieux accompagné pour les entreprises, a été préféré à Starlink pour le moment.

Eutelsat est actif en Namibie à travers des partenariats de longue date pour les services géostationnaires (GEO), mais l'introduction de sa connectivité haut débit par satellite LEO (orbite basse) a été renforcée début 2024 via son partenaire namibien Paratus.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr